

# Le Tanzanien Abdulrazak Gurnah, prix Nobel de littérature

Page 12

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 11 octobre 2021

7 jrs/7

N°1752 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

# Affaire Thomas Sankara : le procès s'ouvre ce matin à Ouagadougou

Page 15



# L'OTAN en quête d'options pour renforcer la force anti djihadiste africaine

Page 5



# Le parlement ghanéen veut l'adoption rapide du projet de loi anti gays

Page 11

NIGÉRIA

# Des hommes armés tuent 73 personnes dans le nord du pays

**Au total, 73 personnes ont été tuées en deux jours dans le nord-ouest du Nigeria malgré une intense offensive militaire dans la région, selon un responsable local**



**Depuis janvier 2020, environ 50 000 personnes ont fui leurs foyers dans le seul nord-ouest, selon l'Organisation internationale pour les migrations**



**Les bandits ont également volé du bétail appartenant à des villageois**

L'offensive militaire contre les bandits dans les États de Kaduna, Katsina, Zamfara et Sokoto, au cours des trois dernières semaines, a vu de nombreux bandits fuir en masse et mener des attaques contre des cibles faciles. Des responsables ont déclaré à The Nation que 38 personnes ont été tuées lors d'une attaque par des bandits armés dans les villages de Tsulluwa et Satiru tandis que 19 autres ont été tuées lors d'un raid sur le village de Kuryar Madaro mardi . Des hommes armés ont également tué 16 personnes et en ont blessé de nombreuses autres à Yasore, dans l'État de Katsina, mercredi selon les responsables locaux .

De nombreux habitants, qui ont fui les attaques à Tsulluwa et Satiru, ont trouvé refuge à Tozai, un village voisin où un camp de déplacés internes a été installé. L'attaque contre le village de Kuryar Madaro dans l'État de Zamfara est survenue à peine 24 heures après que le commissaire de police de l'État, Ayuba Elkana, a visité des membres des forces spéciales postés à des endroits stratégiques sur la route Shinkafi-Kaura Namoda. Les hommes armés, qui conduisaient des motos, ont également pillé et incendié des maisons dans le village. Les bandits ont également volé du bétail appartenant à des villageois . Depuis janvier 2020, environ 50 000 personnes ont fui leurs foyers dans le seul nord-ouest, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Et plus de 80 000 personnes supplémentaires ont fui vers le Niger voisin au cours des deux dernières années.

Source: Premium times

**K.Fiakofi**

MOZAMBIQUE

# Des enfants soldats libérés des mains des groupes armés, selon l'ONU



**Les forces gouvernementales ont secouru des enfants enlevés qui ont été recrutés de force par le groupe djihadiste Al-Shabab dans le nord du Mozambique, ont annoncé mardi 05 octobre 2021, les Nations Unies.**



**Les violences dans le nord-est du pays, notamment dans la province de Cabo Delgado, ont tué 3 300 personnes**

Des enfants ont été sauvés, pas relâchés par les militants, a déclaré le porte-parole de l'UNICEF James Elder à l'AFP, précisant qu"Ils ont été sauvés par les "forces gouvernementales ". Al-Shabab, lié à l'État islamique, terrorise la région de Cabo Delgado, riche en gaz dans le pays, depuis 2017, effectuant des raids dans des villages et des villes dans le but d'établir un califat. La semaine dernière, Human Rights Watch a déclaré qu'Al-Shabab avait kidnappé des centaines de garçons dans la région du nord-est et les avait forcés à rejoindre leurs rangs en tant qu'enfants soldats. « Il y a des milliers d'enfants qui ont été déplacés » depuis les attaques de mars. Dans ces

La suite à la page 4

SOMALIE

La suite de la page 3

régions, nous considérons que des milliers d'enfants sont en danger et aucun enfant n'a été libéré jusqu'à présent, a déclaré Elder. «J'aimerais vous donner plus de détails sur les enfants sauvés, mais bien sûr, nous ne voulons pas mettre en danger les négociations en cours.»

Elder a déclaré qu'à mesure que l'accès humanitaire à Cabo Delgado commençait à s'améliorer, il y avait de plus en plus de rapports d'enlèvements et d'utilisation d'enfants dans des groupes armés. Il a ajouté que l'UNICEF avait des preuves de violences sexuelles contre les filles et de mariages forcés de filles. Selon l'UNICEF, d'autres rapports récents d'enlèvements laissent « peu de doutes sur le fait que des enfants sont enrôlés de force par ce groupe armé non étatique ». L'insurrection a tué plus de 3 300 personnes dont la moitié sont des civils et déplacé au moins 800 000 de leurs foyers au cours des quatre dernières années, selon l'ONU.

Source: Nation africa

**K.Fiakofi**

# Le Somaliland cite des «raisons de sécurité "pour expulser des Somaliens



**Le Somaliland, l'État indépendant autoproclamé du nord de la Somalie, a évoqué des problèmes de sécurité pour avoir expulsé des centaines de personnes de son territoire. Une décision qui a suscité des critiques de la part des Nations Unies.**

Les détails de l'expulsion ont été « déformés » par Mogadiscio pour présenter la région comme un voyou, ont déclaré des responsables d'Hargeisa, la capitale de l'Etat indépendant, dans un communiqué. Les responsables ont décrit la décision comme faisant partie des "responsabilités souveraines" du Somaliland, affirmant qu'elle était motivée par des questions relatives à la sécurité, y compris les appels des communautés et des autorités locales . « Le Premier ministre somalien a choisi de transmettre des informations infondées et de partager des accusations sans fondement sur la question de la décision légale et nécessaire du Somaliland d'expulser des individus sélectionnés, qui s'étaient installés illégalement dans le district de Las Anod, capitale provinciale de la région de Sool, au Somaliland », ont-ils déclaré à Africanews , se référant aux critiques du Premier ministre somalien Hussein Roble. Le gouvernement du Somaliland ne verra donc pas son bilan

La suite à la page 5

SOMALIE

La suite de la page 4



**Le Premier ministre somalien Mohamed Hussein Roble a déclaré que l'opération était «un malheur»**

déformé par la Somalie voisine, dont l'incapacité à assumer ses propres responsabilités de gouvernance interne et externe l'a amené à s'en prendre aux autres afin de détourner l'attention de la communauté internationale de ses propres lacunes », a-t-il ajouté.

## Une violation des droits de l'homme

La décision du Somaliland a suscité la controverse la semaine dernière après l'expulsion des centaines de familles soupçonnées de causer des problèmes de sécurité parmi les habitants. Les responsables des affaires humanitaires de l'ONU et le Consortium des ONG somaliennes ont déclaré que les déplacements forcés de personnes de Las Anod étaient une violation des droits de l'homme.« La communauté humanitaire regrette profondément l'arrestation et les déplacements forcés ultérieurs de plus de 1 000 femmes, enfants et hommes de Las Anod ( Las Canood, dans la région de Sool, les 2 et 3 octobre) », indique le communiqué. « Nous sommes également très préoccupés par les informations faisant état de déplacements forcés supplémentaires prévus dans les prochains jours. ». Cette décision est intervenue après qu'un dirigeant civique local aurait été assassiné. Un porte-parole du bureau de liaison du Somaliland à Nairobi a suggéré que les personnes expulsées n'avaient pas de papiers en règle.

Source: Africa News

**K.Fiakofi**

# L'OTAN étudie des options pour renforcer la force anti-djihadiste africaine, (ONU)

**L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) étudie des options pour renforcer le soutien à la force multinationale du G5 Sahel dans la région troublée des trois frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso, où une recrudescence de la violence djihadiste a coûté des milliers de vies, a déclaré dans un communiqué jeudi 07 octobre ,le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres .**

Pour mettre fin au phénomène du terrorisme, l'OTAN pourrait étendre ce soutien par le biais de son Agence de soutien et d'approvisionnement, a déclaré le chef de l'ONU dans une récente au Conseil de sécurité. Selon l'AFP ,Guterres s'est dit «convaincu» de la nécessité de créer un bureau de soutien

La suite à la page 6

La suite de la page 5

de l'ONU pour la force du G5 Sahel, qui comprend environ 5 000 soldats du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Tchad et du Burkina Faso, qui serait financé par des contributions des Nations Unies.Il a déclaré qu'une telle technique serait «l'approche la plus efficace pour fournir un soutien durable et prévisible à la Force conjointe».

## Pas de convergence

En juin, l'ambassadeur adjoint américain à l'ONU Jeffrey DeLaurentis a déclaré que son pays souhaitait maintenir une séparation claire entre les efforts de lutte contre le terrorisme et les efforts de maintien de la paix afin de protéger la neutralité de l'ONU. « La création de la Force conjointe du G5 Sahel, malgré les défis persistants, est une manifestation de la volonté politique des cinq États clés du Sahel qui mérite le soutien de la communauté internationale », a déclaré Guterres. Alors que tous les interlocuteurs ont souligné leur ferme soutien à la Force conjointe du G5 Sahel comme une initiative exceptionnelle qui méritait un soutien international, le chef de l'ONU a précisé qu' il n'y a pas de convergence de vues au sein de la communauté internationale sur la meilleure façon de la soutenir. Guterres a indiqué que malgré la volonté de l'Union africaine de jouer un rôle intégral dans la promotion de la coopération dans la région, l'UA a souligné qu'elle aurait besoin du soutien financier d'un autre donateur pour gérer le soutien logistique de la Force conjointe.



**Guterres s'est dit «convaincu» de la nécessité de créer un bureau de soutien de l'ONU pour la force du G5 Sahel**




**Les États-Unis affirment vouloir privilégier l'aide bilatérale aux cinq pays membres du G5 Sahel plutôt qu'une implication accrue de l'ONU**

Source: UN news.

**K.Fiakofi**

SANTÉ

# Octobre Rose : un mois de lutte contre le cancer de sein



**Un dépistage précoce permet une meilleure prise en charge du cancer du sein**

**Octobre rose ! C'est ainsi que le 10e mois de l'année est baptisé dans le monde entier pour sensibiliser au cancer du sein. Un mal qui ronge silencieusement en majorité les femmes. Mais il faut noter que ce mal peut être circonscrit grâce à un dépistage précoce.**

Symbolisé par le ruban rose, le mois d'octobre est consacré à une campagne de communication pour sensibiliser au dépistage du cancer du sein. Il est également une période où de nombreuses organisations se lancent dans la collecte de fonds pour venir en aide aux femmes déjà atteintes. On estime dans le monde, qu'une femme sur 8 sera touchée par le cancer du sein au cours de sa vie. Détecté à un stade précoce, 9 femmes sur 10 en guérissent à horizon 5 ans, d'où l'importance de la prévention. En 2020 19, 3 millions de nouveaux cas ont été diagnostiqués et 10 millions de décès dont 70% dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, selon les données du Centre international de recherche contre le cancer, (CIRC)

Environ 80 pour cent des 1,2 milliard d'habitants du continent, vivent sans accès adéquat à la radiothérapie de base et aux services de cancérologie connexes. Le principal problème est que les pays sub-sahariens n'ont pas les moyens d'acheter les équipements adéquats. Les ressources nécessaires pour prévenir, diagnostiquer et traiter – tous les cancers en général et le cancer de sein en particulier – y sont sévèrement limitées, voire inexistantes. Au Sénégal, où il reste le cancer le plus fréquent, les femmes bénéficient depuis 2019 de la gratuité des soins. Au cours de l'année 2018, selon des estimations hospitalières, près de deux millions de femmes ont été atteintes de la maladie dans le monde, dont 700 nouveaux cas au Burkina Faso. Des spécialistes de la santé déplorent les réticences des jeunes filles à se faire dépister.

Source: mousso news

**Oumou Konaté**

ZAMBIE

# le FMI préconise des « mesures urgentes » pour redresser l'économie

**Le Fonds Monétaire International (FMI) dans une adresse, a fait savoir que le nouveau gouvernement zambien doit rétablir la stabilité budgétaire et maîtriser la dette du pays. L'institution financière a recommandé lundi 4 octobre des réformes afin de « générer de la croissance » selon Apanews.**



Le président Hakainde Hichilema a la lourde tâche de sortir son pays de la crise




Le FMI préconise des mesures urgentes de la part de la Zambie pour sortir de la crise

L'institution de Bretton Woods, invite et appelle le néo-président zambien Hakainde Hichilema à agir en urgence et au plus vite. Compte tenu de l'environnement macroéconomique extrêmement difficile qui prévaut, la nouvelle administration doit prendre des mesures pour rétablir la viabilité tout en protégeant les personnes vulnérables et en créant une croissance plus inclusive », a déclaré Allison Holland, chef d'une mission du FMI qui a organisé une rencontre par visioconférence à Lusaka, la capitale zambienne, indique Apanews.

## Une dette estimée à près de 13 milliards de dollars.

La rencontre organisée à cet effet du 27 septembre au 1er octobre dernier, fait suite aux réunions entre le chef de l'Etat zambien et des responsables du FMI et de la Banque Mondiale en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies aux Etats-Unis. La Zambie voulait obtenir un programme de prêts pour l'aider à sortir de la crise. L'année dernière, la pandémie de Covid-19 a terrassé ce pays de l'Afrique australe. Résultat, la Zambie a fait défaut sur sa dette souveraine. En clair, elle ne parvenait plus à rembourser ses échéances d'emprunts. La dette de la Zambie est estimée à près de 13 milliards de dollars. La Chine, le premier créancier, détient un quart du passif. Les clauses de confidentialité qui verrouillent certains des accords passés avec l'empire du Milieu compliquent la tâche du FMI.

Source : Apanews

**Pierre Oued.**

AFRIQUE

# Staffan de Mistura, nouvel émissaire onusien pour le Sahara occidental

**Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a nommé mercredi 06 octobre, le diplomate italien, Staffan de Mistura, comme envoyé personnel pour le Sahara occidental. Cette nomination vise à relancer le processus de recherche d'une solution permanente au territoire contesté par le Maroc.**



Le nouvel envoyé spécial de l'Onu va relancer les négociations sur le statut du Sahara occidental



Officiellement, le Sahara occidental est le seul territoire du continent africain dont le statut postcolonial n'a pas été réglé

Le diplomate italien Staffa aura pour mission de convaincre les parties, notamment le Maroc et le Front Polisario, soutenu par l'Algérie, de revenir à la table des négociations et de s'entendre sur l'avenir de l'ancienne colonie espagnole revendiquée par le Maroc. « M. De Mistura fournira ses bons offices, au nom du Secrétaire général. Il travaillera avec tous les interlocuteurs concernés, y compris les parties, les pays voisins et d'autres parties prenantes, guidé par la résolution 2548 (2020) du Conseil de sécurité et d'autres résolutions pertinentes », a déclaré, mercredi, l'ONU. Diplomate chevronné. M. De Mistura a récemment été envoyé spécial du secrétaire général pour la Syrie, où une autre crise persiste depuis des années, divisant les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Sa nomination a été immédiatement approuvée par le gouvernement américain. Le Secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a déclaré au journal New York Times que son pays « accueille chaleureusement » cette nomination, car elle apportera une expertise considérable, de son expérience passée en Irak, au Liban et en Syrie.

La suite à la page 10

La suite de la page 9

## Le Maroc rejette l'admission du Polisario à l'ONU

Bien que revendiquées par le Maroc, certaines parties du Sahara occidental étaient sous contrôle du Front Polisario qui dirige une entité appelée République arabe sahraouie démocratique. Son gouvernement est exilé dans des camps de réfugiés algériens. Le Maroc proteste contre l'admission, par l'organisation, de la République arabe sahraouie démocratique dans son giron. L'ONU avait tenté en 2004, la médiation et le dernier envoyé personnel, missionné, était James Baker des États-Unis, dont le « plan Baker » pour un référendum a été initialement approuvé par le Conseil de sécurité de l›ONU, avant que l'inaction ne s'installe. Tandis que des pays comme le Kenya ont appelé à l'accomplissement de « l'autodétermination » du Sahara occidental, la question a toujours été de savoir qui participe à un référendum qui pourrait décider de l'indépendance ou de l'autonomie de la région. Les deux parties avaient, à un moment donné, accepté un référendum mais ne s' étaient pas accordées sur l'identité des électeurs, avant que le Maroc ne refuse plus tard d'approuver tout plébiscite sur l'indépendance.

Source: News.Un

**K.Fiakofi**

# C'est parti pour le mandat du parlement de transition



**Le nouveau visage de cette assemblée nationale de transition ne fait pas l'unanimité au Tchad**

**Au Tchad, le Conseil national de transition a commencé son mandat, mardi 5 octobre et a nommé à sa tête l'ancien président de l'Assemblée nationale dissoute, Haroun Kabadi, selon Euronews.**

Le Conseil National de Transition (CNT) a commencé son mandat. S'installant ainsi officiellement à la place de l'ancienne Assemblée nationale. Mardi, les membres de ce Parlement provisoire ont également désigné le président du CNT, Haroun Kabadi, qui dirigeait l'Assemblée nationale au moment de la mort du maréchal, Idriss Déby Itno, le 20 avril dernier, selon Euronews. A noter que les 93 membres du Parlement de transition tchadien ont été choisis fin septembre par Mahamat Idriss Déby Itno, fils du défunt président et chef de la junte au pouvoir.

### Dialogue national inclusif

Le fait marquant de cette législature de transition c'est que les nominations ont été faites sur la base de quotas fixés à l'avance, selon lesquels l'Assemblée doit être composée par au moins 30% de députés de l'Assemblée nationale sortante, 30% de

La suite à la page 11

GHANA

La suite de la page 10



**Haroun Kabadi retrouve le perchoir qu'il avait perdu à la suite du décès du président, Idriss Deby Itno**

femmes et 30% de jeunes. Notons cependant qu'aucun des membres du Parlement de transition n'est issu de la Coordination des actions citoyennes Wakit-Tama, selon la même source. Les membres de ce mouvement qui regroupe plusieurs organisations de la société civile tchadienne et des formations politiques sont opposés à la transition militaire. Certains d'entre eux tenaient à faire partie du dialogue national inclusif.

Il faut dire que ce Parlement de transition est chargé, entre autres, d'adopter une Constitution dédiée à mettre en place le «dialogue national inclusif « ainsi que «des élections libres et transparentes» dans un délai de 18 mois renouvelables.

Source : Euronews

**Pierre Oued.**

# Le Parlement pour l'adoption rapide du projet de loi anti-gay



**Si le texte est voté, il infligerait jusqu'à dix ans de prison aux personnes LGBT ainsi que leurs alliés**

**Le Conseil chrétien du Ghana (CCG) et le Conseil pentecôtiste et charismatique du Ghana (GPCC) ont exhorté le Parlement à accélérer l'adoption du projet de loi de 2021 sur les droits sexuels humains appropriés et les valeurs familiales ghanéennes, a indiqué le Ghana News Agency (GNA).**

Les deux conseils, dans leur adresse, ont encouragé les citoyens à envoyer leurs mémorandums d'appui au projet de loi visant à protéger la nation contre « la corruption et la décadence morale des unions de même sexe », indique le GNA. Une déclaration conjointe signée par le révérend Cyril GK Fayose, secrétaire général de CCG, et le révérend Emmanuel Barrigah, secrétaire général du GPCC, a appelé le président Nana Addo Dankwa Akufo-Addo à signer le projet de loi après la procédure régulière. Le communiqué indique qu'en tant que chrétiens, les deux conseils ont soutenu la Bible comme leur guide principal et ont considéré les LGBTQI, sous toutes ses formes, comme un «comportement inacceptable que Dieu désapprouvait». «De

La suite à la page 12

La suite de la page 11



**Le présiden, Akuffo Addo, embarrassé par ce projet de loi pour le Ghana, pays conservateur**

plus, il est étranger à la culture ghanéenne et au système de valeurs familiales et, en tant que tel, les citoyens de cette nation ne peuvent pas l'accepter», indique le communiqué.

### Une société libre, applaudie à l'étranger

Il faut dire que le Ghana est un pays conservateur. Selon un sondage de 2018, les trois quarts de la population soutiennent les discours homophobes. Cependant Akufo-Addo qui essaie d'attirer les Afro-Américains et la diaspora pour qu'ils s'installent dans le pays est dans l'embarras avec ce projet de loi. Le Ghana a déjà réussi à faire venir des entreprises comme Twitter, notamment en raison de son respect des droits, selon RFI. Les parlementaires favorables au texte affirment que l'homosexualité est étrangère à la culture ghanéenne. Le Ghana Center for Democratic Development, de son côté, affirme que, si le Ghana est « tant applaudi » à l'étranger, c'est justement parce qu'il est une « société libre ». La sortie des confessions religieuses sur l'accélération du projet de loi risque encore d'écorner cette image de société libre ghanéenne.

Sources : GNA, RFI

Pierre Oued.

# Tanzanie : Le romancier, Abdulrazak Gurnah, obtient le prix Nobel de littérature

**Le prix Nobel de littérature a été décerné ce jeudi 7 octobre au romancier tanzanien, Abdulrazak Gurnah, auteur de «Paradise» ou «Adieu Zanzibar», a indiqué l'AFP.**

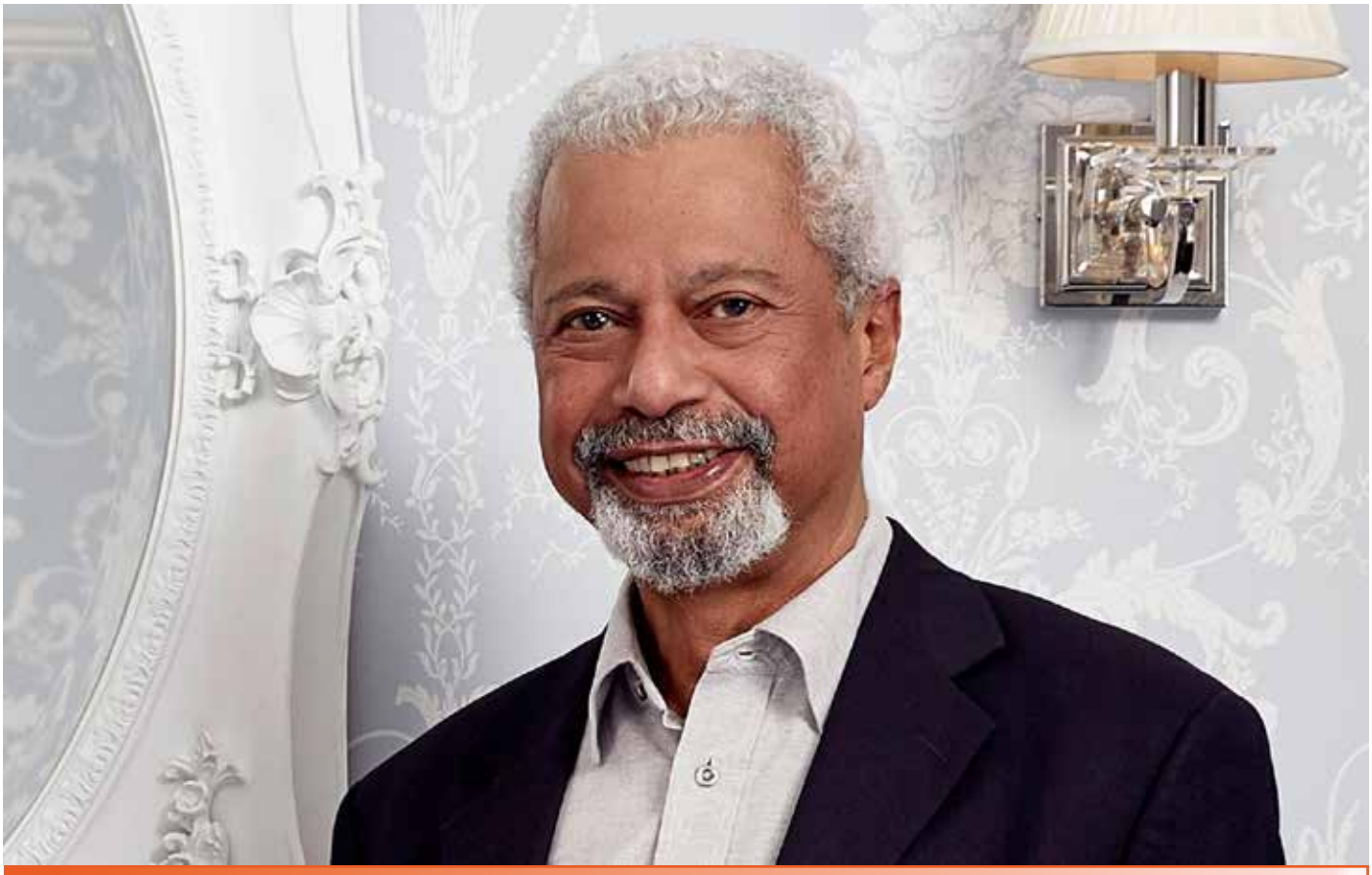
Le Nobel de littérature a sacré, jeudi dernier, le romancier Abdulrazak Gurnah, Tanzanien habitant au Royaume-Uni, a annoncé l'Académie suédoise, selon l'AFP. L'auteur, connu notamment pour son roman Paradise, a été récompensé pour son récit, «empathique et sans compromis, des effets du colonialisme et le destin des réfugiés pris entre les cultures et les continents», selon le jury. Il est également l'auteur de dix romans dont «Près de la mer», en 2006, et de nouvelles. L'auteur du roman «Paradis vit à Brighton et enseigne à l'université de Kent.

### Une première pour un écrivain africain

La suite à la page 13

TANZANIE

La suite de la page 12



**Abdulrazak Gurnah devient le deuxième Africain à être sacré, après le Nigérian Wolé Soyinka**

Né en 1948 à Zanzibar qu'il a fui en 1968 à un moment où la minorité musulmane était persécutée, Abdulrazak Gurnah a publié une dizaine d'ouvrages depuis 1987. Abdulrazak Gurnah succède à la poète américaine, Louise Glück, récompensée en 2020. Parmi les possibles lauréats du Nobel, cités cette année, figurent la Française Annie Ernaux ou encore le Japonais Haruki Murakami, selon France24. Historiquement très occidental, le Nobel de littérature, remis à Stockholm, a tenu sa promesse d'élargir ses horizons en remettant l'une des plus prestigieuses récompenses littéraires à un écrivain africain. Sur les 117 précédents lauréats en littérature depuis la création des prix en 1901, 95, soit plus de 80 %, sont des Européens ou des Nord-Américains. Avec le prix 2021, ils sont 102 hommes au palmarès pour 16 femmes.



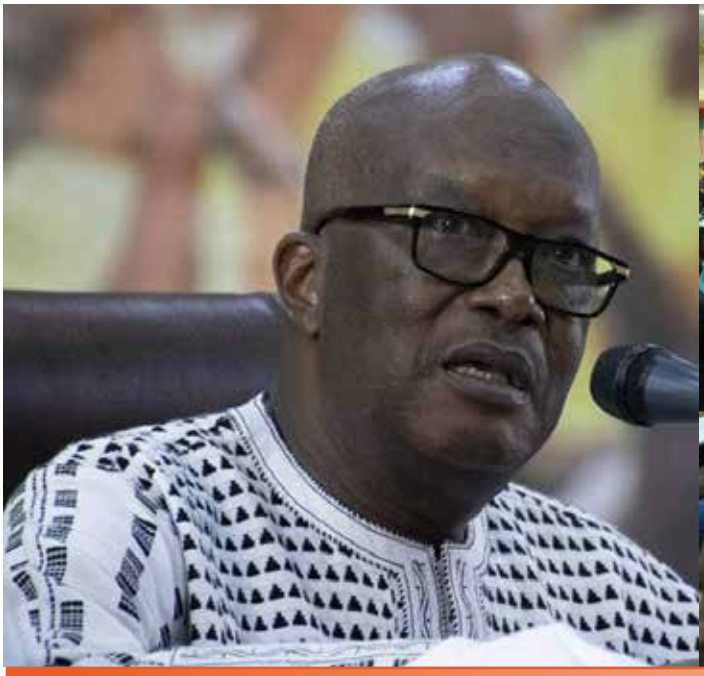

**Le récit «empathique et sans compromis des effets du colonialisme et le destin des réfugiés pris entre les cultures et les continents» a permis Abdulrazak Gurnah de remporter le prix nobel**

Source : AFP.

**Pierre Oued.**

BURKINA FASO

# Le président Roch Kaboré face à la jeunesse à Koudougou





**A l'occasion du FNJ, le conseil national de la jeunesse a renouvelé au président du Faso (boubou et lunettes) son engagement pour le développement du pays**

**Le Forum national des jeunes (FNJ) s'est tenu du 07 au 09 octobre 2021 à Koudougou. A l'occasion, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré a échangé avec les jeunes, venus des quatre coins du pays et de la diaspora.**

**" Ma foi en la jeunesse reste inébranlable", a-t-il déclaré face aux jeunes**

Cette 8ème édition du Forum national des jeunes s'est tenue, du 07 au 09 octobre 2021, dans la cité du cavalier rouge. Elle avait pour thème « Réconciliation nationale au Burkina Faso: rôle et place de la jeunesse ». Cadre de dialogue par excellence entre le gouvernement et la jeunesse, le FNJ 2021 a réuni environ 1000 jeunes, venus des 13 régions du Burkina Faso, dans la salle polyvalente de Koudougou. Cette rencontre se tient dans un contexte marqué par les attaques terroristes, a rappelé le ministre de la Jeunesse, de la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi, Salifou Tiemtoré, Président du comité d'organisation de ce forum.

**Les jeunes expriment en live leurs attentes**

C'est dans ce cadre que le président du Faso s'est entretenu, le samedi 09 octobre 2021, avec les jeunes venus des 45 provinces du pays et de la diaspora. A l'occasion, il a réaffirmé sa confiance en la capacité de la jeunesse burkinabè à relever les défis de leur génération. " Ma foi en la jeunesse reste inébranlable", a soutenu Roch Marc Kaboré, devant le millier de jeunes réunis dans la salle. "L'épanouissement de la jeunesse passe, nécessairement, par un environnement de sécurité et de stabilité sociale" a déclaré le président Koboré,

La suite à la page 15

La suite de la page 14



**La jeunesse à travers des motions et résolutions s'est engagée à soutenir les forces de défenses et de sécurité sur le terrain de la lutte contre le terrorisme**

tout en rendant hommage à la jeunesse du Burkina, pour "son engagement patriotique à défendre la patrie à travers leur enrôlement au sein des Forces de défense et de sécurité et au sein des volontaires pour la défense de la patrie". Face aux jeunes, le président kaboré a reconnu " la nécessité pour le gouvernement de respecter les engagements pris" pour la réalisation des infrastructures au profit des populations. " Le gouvernement va continuer à s'investir pour accompagner la jeunesse face aux défis de l'employabilité, de l'auto-employabilité, de la réduction du chômage et de la promotion de l'entreprenariat des jeunes" a-t-il poursuivi.

Notons que la séance des échanges avec le président du Faso a permis aux jeunes d'exprimer leurs attentes et leurs espoirs face aux défis de la sécurité et la lutte contre le chômage. La jeunesse à travers des motions et résolutions s'est engagée, à cet effet, à soutenir les forces de défenses et sécurité sur le terrain de la lutte contre le terrorisme et à accompagner le processus de réconciliation en cours dans notre pays.

**Leylatou TIENDREBEOGO**

# Le procès du dossier Sankara s'ouvre ce matin à Ouagadougou

**Le tribunal militaire avait donné l'annonce il y a des semaines. Le procès d'assises qui s'ouvre, normalement, ce 11 octobre dans la Salle des Conférences de Ouaga 2000, est un procès qui marquera l'histoire du Burkina et de l'Afrique.**

Douze personnes dans le box des accusés dont la plus emblématique reste l'ex-président, Blaise Compaoré, sont inculpées pour « assassinat, recel d cadavre, complicité de ces deux infractions ou de faux en écriture publique ».dans le dossier de l'assassinat du président révolutionnaire, Thomas Sankara. La particularité de ce procès historique, c'est qu'il se déroulera en l'absence des accusés les plus emblématiques dont Blaise Compaoré à qui le crime a profité, en ce sens qu'il a pris le pouvoir suite au

La suite à la page 16

La suite de la page 15



**Thomas Sankara, né le 21 décembre 1949 à Yako et mort assassiné le 15 octobre 1987 à Ouagadougou au Burkina Faso**

crime, et Hyacinthe Kafando, son ancien chef de sécurité qui passe pour le meneur du commando qui a trucidé le capitaine révolutionnaire, le 15 octobre 1987, avec 12 de ses compagnons. Après l'insurrection de 2014 qui l'a chassé du pouvoir, Blaise s'est retiré à Abidjan où il vit un exil doré, avec à la clé la nationalité ivoirienne qui lui a été donnée par le président Alassane Dramane Ouattara. Une nationalité qui met l'ex-président burkinabè à l'abri de toute extradition vers le pays des Hommes intègres pour répondre devant le tribunal militaire constitué pour la circonstance. Quant à Hyacinthe Kafando, il a disparu des radars de la justice burkinabè après une première convocation par le tribunal militaire, en juin 2015, pour audition libre. Deux personnages clés du procès qui, malgré l'absence, seront probablement les plus abondamment cités au cours des audiences.

## Quelles vérités, 34 ans après le crime ?

Les co-accusés qui répondront présent auront la latitude de s'expliquer en long et en large sur la tragédie du 15 octobre 1987. Et l'on peut espérer qu'ils feront face à leur propre mémoire et se résoudront à dire la vérité des faits. Par acquit de conscience. Durant ses 27 ans de règne, le président Compaoré avait soigneusement rangé le dossier Sankara sur lequel pesait une certaine loi de l'omerta. La Cour de cassation du Burkina avait même jugé la procédure irrecevable fin juin 2012, après plusieurs renvois, suite à la plainte, déposée au tribunal de grande instance de Ouagadougou, par la veuve du capitaine Sankara, contre X, pour assassinat et faux en écriture publique. A peu près 34 ans après l'assassinat du président Sankara, il y a à craindre que des accusés ne s'abritent derrière la perte de mémoire pour éviter de donner des détails importants dont auront besoin les juges pour rendre leur verdict final. Quelles vérités peut-on avoir ou savoir 34 ans après le crime ? C'est la quadrature du cercle. Une situation qui risque de complexifier les choses pour la justice militaire. Or, le procès en soi est un soulagement. La réponse aux questions des juges, va contribuer à la réconciliation nationale, puisque elle va davantage apaiser les cœurs des familles des victimes et des Burkinabè qui portent encore fièrement l'icône de la révolution dans leur cœur.

**Lonsani SANOGO**

## INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

### Le nombre de cas de COVID-19 en Afrique dépasse les 8,37 millions (CDC Afrique)



Le nombre de cas confirmés de COVID-19 en Afrique a atteint 8.371.723 vendredi, selon les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).L'agence de santé spécialisée de l'Union africaine, a déclaré que le nombre de décès dus à la pandémie sur le continent s'élevait à 213.425.L'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie et l'Ethiopie figurent parmi les pays qui comptent le plus de cas sur le continent, selon l'agence. En termes de nombre de cas, l'Afrique australe est la région la plus touchée, suivie par les parties nord et est du continent, tandis que l'Afrique centrale est la région la moins touchée du continent, selon le CDC Afrique.

### Le Nigeria augmentera ses dépenses pour augmenter son PIB de 4,2 % en 2022



Le gouvernement nigérian a finalisé un plan en vue d'augmenter les dépenses et les emprunts. Le pays est aux prises avec la relance d'une économie qui a le plus reculé en un quart de siècle en raison de la pandémie de coronavirus. Lors de la présentation du budget devant le parlement , le président Muhammadu Buhari a déclaré jeudi 07 octobre que les dépenses devraient s'élever à 16 400 milliards de nairas (39,7 milliards de dollars) l'année prochaine, soit 17,7 % de plus que ce qui avait été initialement proposé. L'augmentation des dépenses contribuera à stimuler la croissance économique,avec une augmentation de 4,2% du produit intérieur brut observée en 2022, a précisé Buhari.

### Mali : le gouvernement organise des «assises nationales de la refondation»



Le gouvernement malien dominé par les militaires va organiser des «Assises nationales de la refondation» du 25 octobre au 21 novembre, à l'issue desquelles il doit se prononcer sur un éventuel report des élections. La communauté internationale, en particulier l'ONU et la France, ont exprimé leur inquiétude face à l'éventualité d'un retard dans la tenue des élections présidentielles et législatives et l'achèvement de la transition vers le rétablissement d'un pouvoir civil élu. Le Premier ministre malien de transition Choguel Kokalla Maïga a évoqué le 26 septembre un possible report de ces scrutins de quelques semaines, voire de quelques mois.

### Mali : le bilan de l'attaque terroriste contre l'armée malienne s'alourdit avec 16 soldats tués selon l'armée

Le bilan de l'attaque terroriste de mercredi contre l'armée malienne dans le centre du pays s'alourdit à 16 soldats tués et 9 blessés, ont indiqué jeudi les Forces armées maliennes (FAMa) sur leur site officiel. «Suite à l'attaque complexe terroriste perpétrée le mercredi 6 octobre 2021 aux environs de 11h25 contre un convoi des FAMa sur l'axe routier Bandiagara et Koro, le bilan côté des FAMa a évolué. Nous déplorons 16 morts et 9 blessés», a indiqué l'armée, ajoutant que «toute la nation malienne salue la bravoure de ces vaillants militaires».



# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

## L'OTAN étudie des options pour renforcer la force anti-jihadiste africaine, (ONU)



L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) étudie des options pour renforcer le soutien à la force multinationale du G5 Sahel dans la région troublée des trois frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso, où une recrudescence de la violence djihadiste a coûté des milliers de vies, a déclaré dans une lettre jeudi 07 octobre ,le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres . Pour mettre fin au phénomène du terrorisme, l'OTAN pourrait étendre ce soutien par le biais de son Agence de soutien et d'approvisionnement, a déclaré le chef de l'ONU dans une récente lettre au Conseil de sécurité. Selon l'AFP ,Guterres s'est dit «convaincu» de la nécessité de créer un bureau de soutien de l'ONU pour la force du G5 Sahel, qui comprend environ 5 000 soldats du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Tchad et du Burkina Faso, qui serait financé par des contributions des Nations Unies.

## Le Kenya rejette la juridiction de l'ONU avant la décision sur la frontière somalienne



Le Kenya a déclaré qu'il rejetait la compétence de la Cour internationale de justice des Nations Unies (CIJ) avant une décision cette semaine sur son différend frontalier maritime de longue date avec la Somalie. Les voisins de la Corne de l'Afrique se querellent depuis des années sur une partie de l'océan Indien revendiquée par les deux nations et censée détenir des gisements de pétrole et de gaz. «En plus de retirer sa participation à l'affaire en cours, le Kenya s'est également joint à de nombreux autres membres des Nations Unies pour retirer sa reconnaissance de la juridiction obligatoire de la cour», a déclaré dans un communiqué vendredi le ministère des Affaires étrangères.»Le prononcé du jugement sera l'aboutissement d'un processus judiciaire défectueux contre lequel le Kenya a émis des réserves et s'est retiré», a déclaré le ministère des Affaires étrangères, accusant le tribunal de «partialité évidente et inhérente» dans la résolution du différend.

## Mozambique : des forces militaires conjointes tuent un chef terroriste – rapport Lusa




Les forces militaires du Mozambique et des pays de soutien ont abattu mercredi un chef terroriste qui aurait ordonné le massacre de 52 personnes à Cabo Delgado il y a un an et demi, ont annoncé le président de la République et le commandant général de la police. Les forces conjointes «ont tué l'un des membres de la direction du groupe [insurgé], appelé Muhamudu», a déclaré jeudi le président Nyusi dans un discours prononcé à l'école de formation des forces spéciales de Makandzene, dans la banlieue de Maputo, rapporte vendredi des agences de presse. S'exprimant à la même occasion, le commandant général de la police de la République du Mozambique (PRM) Bernardino Rafael a déclaré que l'homme avait été abattu lors d'une embuscade à Limala, un village à neuf kilomètres du poste administratif de Mbau.

# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

## La Sierra Leone abolit la peine de mort



Une cinquantaine d'Etats dans le monde continuent d'appliquer la peine de mort, la Sierra Leone n'en fait désormais plus partie. Le président sierra-léonais, Julius Maada Bio, a promulgué, vendredi 8 octobre, l'abolition de la peine capitale dans ce petit pays d'Afrique de l'Ouest. « Aujourd'hui, nous écrivons à nouveau une page d'histoire […]. Au bout de vingt ans, nous tenons la promesse que nous nous étions faits en tant que nation : au bout de vingt ans, la peine de mort est enfin totalement abolie en République de Sierra Leone », a déclaré le chef de l'Etat lors de la cérémonie dans la capitale, Freetown.

## Le Royaume-Uni retire la Somalie de la «liste rouge»




Le Royaume-Uni a confirmé que la Somalie fera partie des 47 pays qui verront l'entrée facilitée à partir de lundi, éliminant la nécessité d'une quarantaine obligatoire de dix jours à l'arrivée aux frais du voyageur. Le cabinet britannique a décidé de supprimer le « système de feux de circulation » controversé en échange d'une seule liste rouge. Seuls sept pays - tous en Amérique latine - resteront sur la liste rouge. Toute personne arrivant au Royaume-Uni depuis un lieu figurant sur la liste rouge doit passer 11 nuits dans un hôtel en quarantaine. Le coût de l'hébergement est de 2 285 £ (3 104 $) pour les voyageurs en solo, ce qui exclut de nombreuses personnes.

## Centrafrique : au moins 3 morts dans une attaque des rebelles de l'UPC à Ngakobo



Quarante-huit heures après l'attaque d'un convoi de véhicules dans les faubourgs de Bambari, la situation sécuritaire demeure préoccupante. Au moins trois personnes ont été tuées le 07 octobre dans une attaque armée à Ngakobo. Attaque attribuée aux éléments de l'UPC, selon des sources locales. D'après les mêmes sources, des assaillants assimilés aux éléments de l'UPC d'Ali Darassa ont pris d'assaut une position des Forces armées centrafricaines (Faca) dans cette localité.

## Rwanda : un autre génocidaire rapatrié des Etats-Unis



Oswald Rurangwa était attendu au Rwanda dans la soirée de jeudi dernier, a confirmé à APA une source judiciaire. Le suspect, un ancien directeur d'une école primaire à Gisozi, une colline surplombant la capitale Kigali, était accompagné par des agents fédéraux américains. M. Rurangwa a été condamné par contumace à 30 ans de prison pour son rôle dans le génocide contre les Tutsis en 1994. L'Autorité nationale des poursuites publiques (NPPA) a salué la décision des autorités américaines. « La NPPA félicite les autorités judiciaires américaines pour l'arrestation des fugitifs du génocide, la coopération continue en matière d'assistance juridique mutuelle et la contribution à l'effort mondial de lutte contre l'impunité », lit-on dans un communiqué. Oswald Rurangwa a également dirigé le parti politique Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND).

# Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/
P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/
P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info



**Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques**

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info